GREVE DU 29 SEPTEMBRE – DES DEUX COTES DU GUICHET, NOS INTERETS SONT LIES.

Année après année, les coupes budgétaires impactent les dispositifs d'accompagnement des privé·es d'emploi et des précaires.
Ce qui s'annonce avec le budget 2027 est pire encore.

Concrètement, voilà ce que cela signifie déjà, au quotidien :

- Des **prestations d'accompagnement au rabais**, qui passent à côté des besoins des publics accompagnés.
- Des **demandes de formation refusées**, même lorsque nous sommes convaincu·es de leur pertinence, et ce au nom de critères administratifs qui visent avant tout à faire des économies et à pousser les privé·es d'emploi et précaires vers les métiers dits "en tension», plutôt que vers le métier de leur choix.
- Des **entretiens toujours plus courts**, parce qu'il faut absorber toujours plus de monde avec toujours moins de conseillers et conseillères.
- Des **collègues qui partent** au terme de leur CDD juste après avoir été formé·es — et avec elles et eux, la continuité du suivi des Privé·es d'emploi et précaires.

EN PLUS, LA LOI PLEIN EMPLOI AGGRAVE TOUT CELA

Elle fait de l'indemnisation chômage le seul système assurantiel en France conditionné à un "contrat d'engagement" — c'est-à-dire une obligation, sous peine de sanction, plutôt qu'un droit. Elle organise la pression sur les personnes privées d'emploi et les précaires, et ne garantis aucun moyen pour la qualité de leur accompagnement.

NOS INTERETS SONT COMMUNS, DES DEUX COTES DU GUICHET

Le chômage n'existe pas par fatalité. Il existe parce qu'il sert les intérêts d'une poignée d'exploiteurs, pour maintenir la pression sur les salaires et les conditions de travail de toutes et tous, y compris de celles et ceux qui sont en emploi.

Le 29 septembre, nous nous mettons en grève :

- Pour l'augmentation de nos salaires et de nos moyens,
- Pour la titularisation de nos collègues en CDD,
- Pour la fin des externalisations de services,
- Pour des budgets favorisant le libre choix des évolutions professionnelles,
- Pour l'abrogation de la loi plein emploi.

AGENT·ES DE FRANCE TRAVAIL, PRIVE·ES D'EMPLOI ET PRECAIRES, NOS INTERETS SONT LIES, SOUTENONS MUTUELLEMENT NOS LUTTES !